

CGTR - FSU – SAIPER – SOLIDAIRE

Le monde du travail est victime de la pandémie de Covid-19. Nous sommes témoins et acteurs de nombreuses conséquences dans le domaine de la santé mais aussi s'agissant des répercussions sur notre économie particulièrement au niveau des emplois.

Notre gouvernement a opté pour l'extension du Pass sanitaire et pour l'incitation à la vaccination en mettant en place des protocoles sanitaires créant un clivage entre vaccinés et non vaccinés. Nous ne remettons pas en question l'intention de vouloir protéger la population mais les mesures semblent ne pas faire consensus pour la population qui revendique le droit de se faire vacciner ou non.

Dans le monde du travail, les choix du gouvernement s'orientent vers une obligation vaccinale pour les salariés comme cela est déjà le cas pour le personnel soignant. Rappelons que la Covid-19 n'est pas une maladie professionnelle et que nous revendiquons qu'elle soit reconnue comme telle si les salariés se voient imposés une obligation vaccinale.

Se pose une question éthique ; actuellement, les employeurs n'ont pas accès au dossier médical de leur personnel. Il ne faut pas que l'obligation vaccinale ouvre les portes à la visibilité sur le dossier médical des salariés. Nous exigeons que le secret médical soit respecté.

Nous réaffirmons la position de l'intersyndicale sur la vaccination comme progrès sanitaire et social partout dans le monde mais celle-ci ne peut se faire dans n'importe quelle condition et à n'importe quel prix. Nous contestons les suspensions de salaires et de contrats pour les non-vaccinés. A ce jour, un employeur peut mettre fin au contrat d'un salarié en contrat à durée déterminé sans indemnité. Il est inadmissible que l'obligation vaccinale et/ou le Pass sanitaire soit un motif de licenciement. Ce sont les droits du travail acquis qui sont remis en cause par ce gouvernement.

Nous réaffirmons avec force notre position sur la nécessité de la vaccination. Pour cela, la réponse doit être mondiale et coordonnée, celle-ci passe par la levée des brevets (permettant aussi de lever les doutes sur leur composition) qui prive la majorité de la population mondiale de vaccins et sa gratuité pour toutes et tous. Le gouvernement a aussi annoncé que les test PCR deviendront payants dans les mois à venir et cela va certainement créer un autre clivage entre les réunionnais vivant dans des conditions défavorisées et ceux ayant un niveau de vie convenable voire privilégié.

S'agissant du contexte local, nous constatons une augmentation des cas à la veille de la rentrée scolaire. Avec l'apparition du variant Delta, nous voyons donc une possibilité de reconfinement comme relaté par le préfet et les médias. Un nouveau confinement risquerait d'aggraver la situation économique et sociale et la non-anticipation des autorités locales laissent craindre le pire.

La rentrée scolaire approche et le ministère communique, sans aucune concertation, son nouveau protocole sanitaire qui s'adapte aux mesures générales sur la vaccination. Là encore, le gouvernement fait le choix du bâton pour inciter les parents à vacciner les enfants de plus de 12 ans. Concernant les personnels, nous doutons très fortement des chiffres avancés (80% de vaccinés), surtout à La Réunion, et nous inquiétons qu'aucune mesure autre que la vaccination ne soit prise pour la protection des personnels qui reprendront les chemins de l'École (aération des salles, non-brassage des élèves, moyens humains,...). Après une année 2020-2021 marqué par un déni ministériel sur la circulation du virus dans les classes, nous ne sommes pas rassurés de voir les annonces faites ces derniers jours.

Cette rentrée nécessite aussi des besoins en fournitures que les commerces ont déjà stockés et que les familles doivent se procurer en début août en même temps que l'arrivée des allocations prévues à cette effet. Une mesure de confinement non-anticipée aurait donc un impact considérable sur une rentrée le 16 août.

Il y aura également des répercussions sur la restauration et les autres commerces qui ont été déjà dans des situations financières compliquées durant les premières vagues.

Donnons-nous les moyens matériels et humaines pour en finir avec ce virus qui a fait trop de victimes. Continuons à nous mobiliser pleinement pour la défense et le renforcement des services publics, pour la création des emplois dans les hôpitaux publics et la justice et l'égalité sociale.

